



ACHETER MEDIACRITIQUE(S)
S'ABONNER Le magazine imprimé

INFORMER SUR

L'INFORMATION – LES MEDIAS – LES JOURNALISMES

ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC PASCAL DURAND

La liberté de la presse a du plomb dans l'aile...

par Pascal Durand, le 23 octobre 2004

L'entretien de Jean Sloover avec Pascal Durand que nous publions ici, avec l'aimable autorisation des auteurs, est initialement paru dans le magazine *Espace de libertés* (Bruxelles, septembre 2004) sous le titre « *Le caillou de Spinoza* » [1].

Pascal Durand, professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, a dirigé l'ouvrage collectif *Médias et Censure. Figures de l'orthodoxie*, Liège, Editions de l'Université de Liège, 2004

Le Caillou de Spinoza

Lieux communs, information sélective, pensée unique, mythologie : la liberté de la presse a du plomb dans l'aile...

Sans la presse, que saurions-nous du monde ? Rien. Ou alors très peu. C'est dire la fonction cardinale des médias. Mais c'est suggérer aussi que ce que nous savons du cours des choses est tributaire de ce que la machine médiatique veut bien nous en relater : comme dans la caverne de Platon, des événements, nous ne percevons, par journalistes interposés, que leur ombre portée. Or qui sont-ils ces intermédiaires qui, de deadline en deadline, font profession de dire le siècle qui va ? Le plus souvent des hommes et des femmes ordinaires mais auxquels la corporation a offert une voie d'accès bon marché au pouvoir. Certes : se hisser hors les classes moyennes n'a rien d'une tare. Mais cet itinéraire n'est pas davantage un gage d'indépendance quand, à l'heure de la transformation des entreprises de presse en centres de profits, son accomplissement se paie au prix d'un renoncement à questionner les stéréotypes de la pensée dominante. C'est là notamment ce que soutiennent quelques-uns des chercheurs les plus pointus dans le domaine de l'analyse des médias : dans un ouvrage collectif (1) publié sous la direction de Pascal Durand (2), ils s'attachent à mettre au clair, et les processus qui formatent l'information, et les effets sociaux de cette orthodoxie qui, dans la plus grande discrétion, fabrique du consentement au nouvel esprit du capitalisme...

Jean Sloover : *On appelle les médias le « quatrième pouvoir ». Mais vous soutenez qu'un autre pouvoir s'exerce sur les médias. Lequel ?*

Pascal Durand : L'expression de « quatrième pouvoir » est depuis trop longtemps la tarte à la crème du discours sur le système médiatique, qu'il s'agisse de dénoncer sa force d'intrusion dans le jeu des institutions ou, à écouter les journalistes, de célébrer sa vertu démocratique de nécessaire vigilance à l'égard du pouvoir. C'est trop d'indignité et trop d'honneur, et comme souvent cela conduit à simplifier la problématique au bénéfice des deux parties,

pourfendeurs démagogiques de la presse ou professionnels prompts à se décerner à peu de frais un brevet de démocratie. Ce que les auteurs réunis par l'ouvrage ont en commun, c'est de faire au contraire le pari de la complexité, tout en s'attachant à étudier des cas concrets et à fournir, surtout, des instruments d'analyse au lecteur. Pour répondre dans cet esprit à votre question, le pouvoir dont les médias subissent l'emprise est double autant que diffus. D'un côté, il émane non du monde politique, comme on aime à le croire, mais pour l'essentiel du monde économique, dont les médias font partie : ce sont, plus que jamais, des entreprises soumises aux intérêts privés de grands groupes et à un principe de rentabilité et, par voie de conséquence, d'allégeance à la pensée économique dominante. On voit de plus en plus, aujourd'hui, de grands groupes industriels, dont la communication n'est pas la principale sphère d'intérêt, s'emparer de larges pans des appareils d'information. Voyez Dassault, Lagardère ou Ernest-Antoine Seillère. C'est que non seulement les médias (et plus largement l'édition) représentent un marché considérable, mais qu'ils constituent également d'efficaces relais des stratégies de ces groupes et des politiques dont ils ont besoin pour se déployer au moindre coût. D'un autre côté, le pouvoir qui s'exerce sur les médias émane des structures internes du système, en tant qu'elles sont incorporées par les agents qui y participent, au premier rang desquels les membres de l'élite journalistique, rédacteurs en chef, chefs de rubrique, éditorialistes, qui doivent leurs postes à leurs compétences professionnelles, sans doute, mais tout autant à la capacité qu'ils ont démontrée à rendre au système qui les emploie l'hommage que celui-ci attend d'eux : celui de la conformité à ses attentes, à ses valeurs, à ses enjeux. Tout champ social impose de telles formes de socialisation et les journalistes n'y échappent pas plus que les juristes, les professeurs d'université ou les hommes politiques. C'est ce que, avec Bourdieu, on appelle un « habitus », mixte d'habitudes et de réflexes acquis, de catégories de perception du monde et de formes d'action dans ce monde, procédant de l'incorporation par le sujet, sous forme de catégories cognitives, des structures de l'univers social dans lequel il opère.

Est-ce pour cette raison que l'on peut parler de censure dans les démocraties libérales où la liberté de la presse est constitutionnellement garantie ?

Il en va de la liberté de la presse, soit dit en passant, comme de l'égalité des citoyens : on a beau l'inscrire dans les textes, elle n'est rien qu'un vœux pieux ou, du moins, qu'une approximation abstraite quand on la confronte à la réalité pratique, où prédominent divers types de censure et des rapports de force inégaux. Mais vous voyez juste : le double pouvoir, externe et interne, qui s'exerce sur les médias est bien, selon nous, au principe de formes particulières de censure, qu'il faut entendre ici, non pas comme interdiction de dire ou de diffuser, ni comme volonté consciente de tronquer le réel, mais comme obligation de parler en un certain sens, par adhésion spontanée à la vision du monde que notre appartenance à ce monde détermine. Nul besoin ici de théorie du complot, ni d'ordres venus d'en haut : en chaque agent c'est dans une large mesure le système qui s'exprime et toute modification du système est susceptible d'infléchir la parole qu'il dicte. Cette vision des choses se heurte, il est vrai, à bien des résistances. Nous avons fort bien intégré l'idée que notre conscience n'est pas totalement transparente à elle-même. Après tout, l'autre qui parle en nous et guide nos pulsions c'est encore un autre nous-même, obscur certes, mais chevillé à notre individualité. Nous opposons par contre une formidable résistance à l'idée que nos

contenus de conscience, nos actes soient en large partie déterminés par les structures sociales. Freud oui, Marx non. Lacan oui, Bourdieu non. Spinoza écrit quelque part que le caillou qu'on vient de lancer, s'il se mettait à penser en plein vol, serait persuadé qu'il vole de sa propre volonté. Les journalistes, comme vous et moi, sommes des cailloux pensants de cette sorte : persuadés de penser, d'agir librement, là où nous suivons l'impulsion qui nous est donnée par la logique sociale dont nous relevons.

N'est-ce pas là donner dans un déterminisme radical ?

Déterminisme, oui, mais dans la mesure où reconnaître les forces qui s'exercent sur nous, de l'extérieur comme de l'intérieur, permet, aussi, d'en réduire l'emprise ou de ruser avec elles. L'effort de connaissance, sans se raconter d'histoires, est la seule énergie que nous puissions opposer aux routines qui nous oppriment.

Le sous-titre de l'ouvrage est « figures de l'orthodoxie ». De quelle orthodoxie s'agit-il ?

Du fait que le pouvoir que les médias subissent est double - externe *et* interne -, l'orthodoxie est double elle aussi. Plus exactement, une orthodoxie tend à redoubler l'autre. D'un côté, conformité aux catégories journalistiques de perception et de construction du monde : prime donnée à l'événementiel et à l'individualisation des actions et des faits, contre les structures d'occurrence des événements et les phénomènes sociaux. Le journaliste est cette conscience pour laquelle le monde n'est fait que de choses qui arrivent et de personnes qui concertent ces choses. Rien là de pendable, certes, mais il faut bien voir que le pouvoir de représentation que détiennent les médias leur permet d'imposer leurs normes particulières de vision à l'ensemble des citoyens et, en particulier, aux décideurs, grands consommateurs de journaux. De là la réduction croissante du discours politique à un ensemble de « petites phrases », formatées pour et par la presse. De là aussi que le commentaire politique, dans la presse d'aujourd'hui, tend de plus en plus à se ramener à un ensemble de petits potins, de stratégies de coulisse, de rapports de rivalité interpersonnelle. Nous sortons d'élections. De quoi a-t-il été question dans la presse dite sérieuse ? De programmes, d'idéaux, de projets ? Non : de Joëlle, Elio et Louis, et de la question de savoir s'il y a eu ou non, auparavant, contrat d'alliance passé devant notaire.

Noam Chomsky soutient que la fonction des médias est la « fabrication du consentement ». Cela signifie quoi ?

De son point de vue, que les médias dominants, étant placés directement sous la coupe du pouvoir, imposent une pensée favorable à l'idéologie dominante. Du point de vue collectif de l'ouvrage, cela renvoie, plus structurellement, à la seconde forme d'orthodoxie à l'œuvre dans les médias. Dès lors en effet que ceux-ci sont « managés » comme des entreprises, les principes de rentabilité, d'efficacité, de lisibilité rapide viennent renforcer et accélérer les effets des normes journalistiques de vision et de construction du monde représenté. L'audimat est le symbole même de ce renforcement, comme aussi le pouvoir grandissant de la télévision et de l'information en continu, qui n'autorise guère le travail de recoupement et d'investigation sérieuse. Un journalisme de marché ne peut qu'être favorable à une pensée de marché. Une presse soumise à un impératif de rendement rapide et employant pour l'essentiel des journalistes précaires ne peut qu'activer des réflexes

d'écriture dans lesquels le stéréotype, le cliché, le lieu commun ont la part belle. Il suffit de quelques secondes, de quelques mots pour faire savoir et croire que la résistance en Irak est le fait de terroristes. Il faut beaucoup de temps, d'arguments pour expliquer ce qu'il en est sur le terrain et en quoi celui-ci est un lieu d'affrontements entre puissances internationales. Le stéréotype, outil de la pensée pressée plus encore que de la pensée servile, est par nature favorable aux idées qui dominent dans un état donné de société. D'où la nécessité, à laquelle nous appelons exemples à l'appui, d'une lecture attentive, critique du discours médiatique, où c'est parfois dans le non-dit ou dans la façon de dire, plus que dans le contenu de pensée, que se loge ce qu'il est convenu d'appeler l'idéologie. Je me souviens d'une interview d'Elio di Rupo dans *Le Soir*. Di Rupo venant d'argumenter en faveur d'une défense des services publics, le journaliste, très spontanément, lui a demandé s'il voulait faire de la Wallonie une nouvelle Albanie. Tout est là résumé : la pensée binaire et caricaturale (Albanie *vs* Démocratie libérale), le réflexe d'allégeance à l'égard du Marché comme principe conducteur de la vie publique et, on peut le regretter, le fait que le Président du PS ait accepté de répondre à une telle question.

Plaidez-vous pour le retour d'une presse d'opinion classique ?

L'opposition entre presse d'information et presse d'opinion est une autre distinction largement mythique. L'ordre des faits rapportés n'est pas un donné : il est ordonné par une représentation du monde, des processus de sélection et de mise en forme qui ne sont jamais neutres. Le site Acrimed en donne un magnifique exemple. *Le Monde*, ainsi, titrait récemment : « Les syndicats cherchent le bras de fer avec le gouvernement ». Inversez la syntaxe et le contenu change du tout au tout : « Le gouvernement cherche le bras de fer avec les syndicats ». Bref, pas de proposition sans prise de position. Mais si vous tenez à cette distinction, je ferai observer qu'en Wallonie la plupart des journaux qui ont disparu dans les vingt dernières années appartenaient à la presse dite progressiste et qu'il ne reste plus donc, à s'en tenir à la presse dominante, qu'un journal de droite démagogique (*La Dernière Heure*), un journal chrétien conservateur (*La Libre Belgique*) et un journal d'establishment (*Le Soir*). Faut-il appeler de ses vœux la renaissance d'une presse de gauche ? On a vu ce qu'a duré *Le Matin*. La question à se poser est plutôt celle-ci : si la presse d'information est essentielle à la vie démocratique - et j'en suis convaincu, ne serait-ce que parce que le journal est cette institution par laquelle toutes les institutions se parlent et ont accès à l'espace public -, est-il normal qu'une telle institution soit soumise au jeu des intérêts privés ? Autrement dit, ce que j'appelle de mes vœux, c'est une déprivatisation de la presse et une solide formation critique des aspirants au journalisme. Mais ici, bien sûr, les journalistes vont me brandir l'exemple de la « Pravda ». Preuve, s'il en fallait encore une, qu'il leur est bien difficile de penser en dehors des oppositions sommaires.

Notes

[1] Le magazine *Espace de libertés* est le mensuel Centre d'action laïque de Bruxelles, qui publie des textes de réflexion et de combat pour la défense des valeurs laïques. Ce texte est également paru [sur le site du collectif Kraken-Art](#).